

REGARDS

COLLABORATION

# Fin du mythe national

Luc Caregari

**La parution du rapport Artuso sur « La 'question juive' au Luxembourg » a officialisé ce dont on pouvait se douter depuis longtemps : la Commission administrative a collaboré. Le risque est que ce travail d'historien soit, d'une façon ou d'une autre, politisé.**

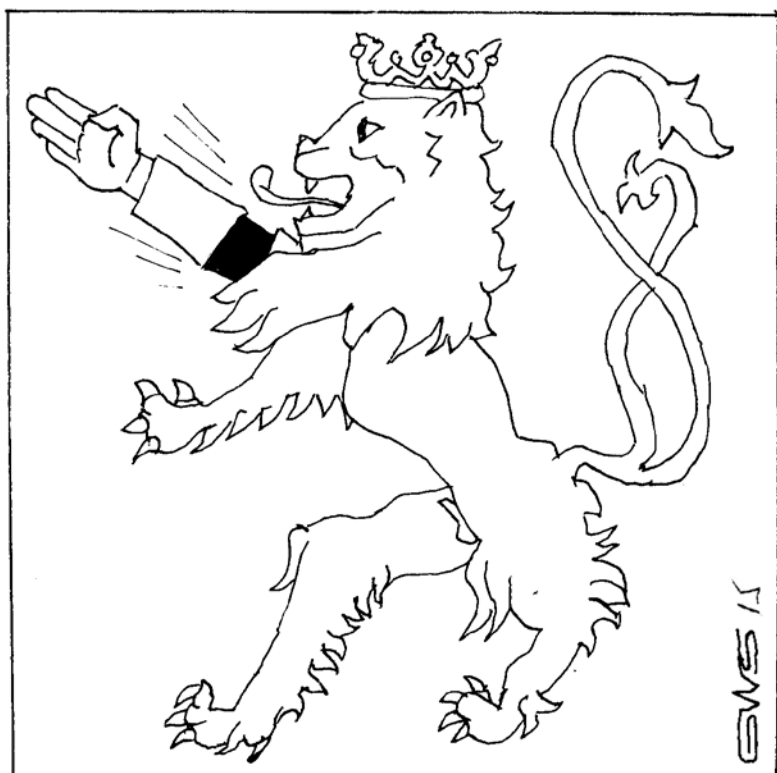
Non, ce n'est pas un « Tabu-Bruch », comme les confrères du Luxemburger Wort ont tenté de faire croire à leur une, le jour qui a suivi la publication du rapport Artuso. Même s'il est vrai qu'une disproportion existe encore et toujours entre les travaux historiques sur la Résistance ou les enrôlés de force et ceux dédiés à la collaboration, prétendre que jusqu'ici ce thème aurait été totalement occulté est faux. Les premiers travaux abondant dans ce sens furent ceux du journaliste Paul Cerf à partir des années 1970, dont la mémoire est saluée à plusieurs fois dans les différents travaux de Vincent Artuso (le woxx a publié les bonnes feuilles de son doctorat sur la collaboration à partir du numéro 1202 toutes les deux semaines) - cela vaut aussi une sorte de réhabilitation à cet homme qui fut souvent attaqué à cause de ses écrits sur la guerre.

Et bien d'autres ont tenté d'explorer ce côté obscur du mythe national luxembourgeois, qui relativise l'image d'Epinal d'un peuple héroïque et résistant face à l'oppresseur national-socialiste, comme les curateurs de l'exposition « ... et war net alles sou einfach », en 2003, au Musée d'histoire de la Ville de Luxembourg. Le mérite du rapport Artuso est qu'il est le produit d'une commande gouvernementale, issue certes encore de

l'ère Jean-Claude Juncker ; ce côté officiel devrait faire taire les voix qui voudront y voir une attaque contre l'image du peuple résistant. Car ce n'est pas de cela qu'il s'agit. La Résistance n'est pas mise en doute, mais le rapport rappelle qu'il y a un autre versant de l'histoire, moins glorieux, mais qui mérite que l'on s'y intéresse.

Le rapport lui-même ne commence pas le 10 mai 1940, jour de l'invasion allemande, mais bien avant. Il met en lumière un grand-duché vacillant et en crise politique permanente : luttes sociales, loi « muse-lière » et difficultés d'un petit pays connaissant une forte immigration. A ce sujet, Artuso note que l'Etat veillait dès cette époque « à ne laisser entrer que les étrangers pouvant apporter une plus-value économique » - un peu comme de nos jours où la différence est faite entre réfugiés et « Ultra High Net Worth Individuals ». Pourtant, le grand-duché, qu'il le veuille ou non, sera face à un problème de taille dès 1933 et l'accession au pouvoir de Hitler : n'ayant jamais créé un statut pour les demandeurs d'asile, il s'est trouvé désemparé face aux flux de réfugiés - notamment Juifs - qui ont tenté alors de fuir l'Allemagne national-socialiste.

Ce qui conduit aussi à la première liste de Juifs établie au Luxembourg. Elle date du 14 mars 1935 et recense 301 réfugiés originaires en grande partie de la Sarre, qui venait de se rattacher au Reich par référendum. Une première liste donc, qui faisait des Juifs des personnes à part, et cela cinq ans avant l'invasion de la Wehrmacht. « L'arrivée de ces centaines de réfugiés fut perçue comme une invasion par une large partie de la presse,



C'est donc officiel :  
la Commission  
administrative menée  
par Albert Wehrer s'est  
bel et bien compromise  
en collaborant avec  
l'occupant allemand.



PHOTO : PHOTOTHÈQUE DE LA VILLE DE LUXEMBOURG

de l'extrême droite au centre droit », constate Artuso. Même le héros littéraire national, Batty Weber, est pris la main dans le sac à comparer les réfugiés juifs allemands à « une invasion de sauterelles ».

### La première liste recensant des réfugiés juifs date de 1935.

La peur de l'« Überfremdung » traversait toutes les strates de la société luxembourgeoise - politique, police et presse -, ce qui forçait le gouvernement à adopter des stratégies souvent contradictoires. Très dures sur le plan légal - les réfugiés devaient pouvoir subvenir à leurs propres besoins, ils devaient être en possession d'une carte d'identité, et de plus la durée de leurs séjours était très limitée -, elles l'étaient moins sur le terrain, où les autorités veillaient à ce que la situation ne dégénère pas. C'est notamment dans le travail de la police que le gouvernement est forcé à intervenir, cette dernière agissant souvent à sa guise et se mettant même au-dessus des lois. Artuso émet l'hypothèse que les forces de l'ordre aient pu être contaminées prématurément par la rage antisémite - une idée que le comportement de certains d'entre eux, notamment le commissaire de Luxembourg-ville, sous l'occupation tend à renforcer.

Toujours est-il que, entre 1935 et 1940, la question de l'étranger devient essentiellement une question juive et que s'opère par effet de miroir un autre glissement très dangereux qui va aussi être une des causes de la collaboration de la Commission administrative : celui des valeurs universelles et humanistes vers le système hié-

rarchisé racial des idéologues nazis. Une preuve en est l'application des lois raciales de Nuremberg sur le territoire luxembourgeois. Certes, elles n'entraient en compte que si un-e Allemand-e voulait épouser un-e Juif-ve ; toujours est-il que le Luxembourg abandonna une partie de sa souveraineté à une législation profondément raciste. De plus, vers 1938, le gouvernement pensait sérieusement à « la possibilité d'interner des réfugiés ». La note d'un diplomate grand-ducal préconisait « la création d'un ou de plusieurs camps de concentration pour retirer les indésirables qu'on ne peut pas refouler (vers la frontière allemande, ndlr) et enlever aux autres le goût d'y entrer ». Que ceux-ci ne virent jamais le jour est aussi dû au fait que le gouvernement naviguait à vue et que, entre-temps, il avait aussi établi une coopération avec l'Esra, une organisation internationale d'entraide juive, dont Artuso a consulté les archives à New York.

### Le gouvernement n'était pas préparé pour l'invasion.

Mais c'est juste avant l'invasion que le gouvernement commet l'erreur fatale qui ouvrira la voie à la collaboration. Cette erreur est un grave manquement, celui de négliger la préparation à une éventuelle invasion. Même si, quelques jours avant l'arrivée des troupes de Hitler, le gouvernement s'était rendu auprès de ses compères belges pour s'inspirer de leurs plans, l'invasion le prend par surprise et aucune vraie préparation n'avait eu lieu. Par la suite, la Commission administrative présidée par Albert Wehrer ne se considère pas comme le repré-

sentant du gouvernement en exil, mais comme son remplaçant. Et le fait que la Chambre des députés et le Conseil d'Etat leur confèrent - à l'unanimité - les pleins pouvoirs donne un blanc-seing à cette commission qui va dès lors développer sa propre politique : celle de la collaboration justement. C'est assez vite qu'elle va prendre une des décisions les plus lourdes de conséquences. Elle va transmettre sans broncher l'ordre du Gauleiter, qui venait juste de s'installer au Luxembourg et n'avait pas encore entamé la destruction totale de l'appareil administratif luxembourgeois, concernant les Luxembourgeois du bassin minier évacués en France lors de l'invasion. Cet ordre n'autorisait pas les citoyens français résidant au Luxembourg, ni les Juifs - qu'ils soient luxembourgeois ou non - à rentrer au pays. En agissant ainsi, la commission Wehrer adopta la distinction raciale inhumaine des nazis. Et elle continua sur cette voie : des listes d'écoliers et de lycéens que des fonctionnaires zélés s'empressèrent de fournir à l'occupant en passant par le collège des contrôleurs, chargé de faire fonctionner les entreprises dont les propriétaires avaient fui la guerre et fortement impliqué dans la spoliation de biens juifs. Tout comme les notaires, dont le quart n'a pas rechigné à rédiger les actes de vente des entreprises « aryanisées ».

Tous ces faits sont désormais connus et le rapport Artuso n'a fait qu'étayer les raisons qui ont mené l'administration grand-ducale à collaborer sans contrainte avec l'ennemi. L'image d'un peuple uni dans la résistance n'est donc plus d'actualité. Mais c'est un fait que d'autres

chiffres, les quelque 11.500 procès d'épuration après la guerre ou encore ce millier de jeunes Luxembourgeois qui sont entrés de leur plein gré dans la Waffen-SS, auraient pu corroborer aussi. La question à se poser est donc aussi : pourquoi tout un peuple a-t-il continué de se mentir sur ces faits pendant des décennies ? La politique et la volonté de garder une population unie ont certainement leur part dans l'occultation de la collaboration luxembourgeoise. C'est donc à eux, et notamment au parlement qui débatta le rapport Artuso, de redresser le tort et d'amener le gouvernement à s'excuser officiellement - ce qui était un geste révolutionnaire et impensable il y a une dizaine d'années encore - et à entamer enfin de réels travaux de réparation concernant les spoliations et les comptes « dormants », sur lesquels un travail d'historien a été commandé aussi.

Quant à l'auteur du rapport, il pointe désormais à Pôle emploi, l'université ayant refusé de financer sa proposition d'un travail historique sur la place financière luxembourgeoise. Une épuration après l'autre.

Le rapport est téléchargeable sur le site [www.gouvernement.lu](http://www.gouvernement.lu)